



Assemblée générale

Distr. limitée
18 janvier 2016
Français
Original: anglais

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international**
Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises)
Vingt-sixième session
New York, 4-8 avril 2016

Ordre du jour provisoire annoté

I. Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Élaboration de normes juridiques pour les micro-, petites et moyennes entreprises.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport.

II. Composition du Groupe de travail

1. Le Groupe de travail est composé de tous les États membres de la Commission, à savoir: Algérie (2016), Allemagne (2019), Argentine (2016), Arménie (2019), Australie (2016), Autriche (2016), Bélarus (2016), Botswana (2016), Brésil (2016), Bulgarie (2019), Cameroun (2019), Canada (2019), Chine (2019), Colombie (2016), Côte d'Ivoire (2019), Croatie (2016), Danemark (2019), El Salvador (2019), Équateur (2019), Espagne (2016), États-Unis d'Amérique (2016), Fédération de Russie (2019), Fidji (2016), France (2019), Gabon (2016), Grèce (2019), Honduras (2019), Hongrie (2019), Inde (2016), Indonésie (2019), Iran (République islamique d') (2016), Israël (2016), Italie (2016), Japon (2019), Jordanie (2016), Kenya (2016), Koweït (2019), Libéria (2019), Malaisie (2019), Maurice (2016), Mauritanie (2019), Mexique (2019), Namibie (2019), Nigéria (2016), Ouganda (2016), Pakistan (2016), Panama (2019), Paraguay (2016), Philippines (2016), Pologne (2016), République de Corée (2019), République



tchèque (2016), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2019), Sierra Leone (2019), Singapour (2019), Suisse (2019), Thaïlande (2016), Turquie (2016), Venezuela (République bolivarienne du) (2016) et Zambie (2019). Le mandat des États membres expire la veille de l'ouverture de la session annuelle de la Commission pour l'année indiquée entre parenthèses.

2. Les États non membres de la Commission et les organisations gouvernementales internationales peuvent assister à la session en qualité d'observateurs et prendre part aux débats. Les organisations non gouvernementales internationales invitées peuvent également assister à la session en qualité d'observateur et exposer leurs vues sur des questions qu'elles connaissent bien ou pour lesquelles elles possèdent une expérience internationale, de manière à faciliter les débats de la session.

III. Annotations relatives aux points de l'ordre du jour

Point 1. Ouverture de la session

3. Le Groupe de travail I tiendra sa vingt-sixième session au Siège de l'ONU à New York du 4 au 8 avril 2016. Les séances auront lieu de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, sauf le lundi 4 avril 2016, où la session s'ouvrira à 10 h 30.

Point 2. Élection du Bureau

4. Le Groupe de travail voudra peut-être, comme à ses précédentes sessions, élire un président et un rapporteur.

Point 4. Élaboration de normes juridiques pour les micro-, petites et moyennes entreprises

1. Historique

5. À sa quarante-deuxième session, en 2009, la Commission a prié le Secrétariat de préparer une étude détaillée qui comprendrait une analyse des questions juridiques et réglementaires qui se posaient dans le domaine de la microfinance ainsi que des propositions concernant la forme et la nature d'un document de référence sur les divers éléments requis pour créer un cadre juridique favorable à la microfinance, qu'elle pourrait envisager d'élaborer à l'avenir afin d'aider les législateurs et les responsables politiques du monde entier¹.

6. L'étude, que la Commission a examinée à sa quarante-troisième session, en 2010, portait sur le rôle que la microfinance jouait dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en aidant les pauvres qui étaient exclus du système financier classique à accéder à des services financiers. Étant entendu qu'un environnement réglementaire approprié contribuerait au développement du secteur de la microfinance, la Commission est convenue de prier le Secrétariat de convoquer un colloque, auquel pourraient participer des experts d'autres organisations travaillant activement dans ce domaine, pour étudier les questions légales et réglementaires liées à la microfinance et

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 17 (A/64/17)*, par. 432 et 433.

relevant du mandat de la CNUDCI. Le colloque devait donner lieu à un rapport officiel qui exposerait les questions en jeu et contiendrait des recommandations sur les travaux que la CNUDCI pourrait utilement entreprendre dans ce domaine².

7. Tenu en janvier 2011, le colloque a débouché sur plusieurs conclusions³. En dépit de quelques initiatives concluantes menées à l'échelle nationale, il n'existait aucun ensemble cohérent de mesures légales et réglementaires pouvant servir de norme en matière de meilleures pratiques internationales. De nombreux États peinaient à trouver un cadre réglementaire propre à promouvoir l'inclusion financière (tout nouveau terme employé pour désigner la "microfinance") et on a estimé que la CNUDCI pourrait apporter une contribution notable à cet égard. Plusieurs questions méritant d'être examinées ont été recensées⁴, dont certaines ont été retenues par la Commission, à sa quarante-quatrième session, en 2011, afin que le secrétariat les étudie plus avant, à savoir: i) la constitution de sûretés trop importantes et l'affectation en garantie de biens sans valeur économique; ii) la monnaie électronique, y compris en tant qu'épargne; la question de savoir si les "émetteurs" de monnaie électronique pratiquaient une activité bancaire et à quel type de réglementation ils étaient assujettis; et la couverture de ces fonds par des programmes d'assurance des dépôts; iii) la mise en place de procédures équitables, rapides, transparentes et peu onéreuses de résolution des différends naissant d'opérations de microfinancement; et iv) la facilitation de l'utilisation des prêts garantis aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises, et la promotion de la transparence dans ce type de prêts. À la même session, la Commission est également convenue d'inscrire la question de la microfinance à son programme de travail à venir⁵.

8. L'étude⁶, présentée pour examen à la Commission à sa quarante-cinquième session, en 2012, donnait un aperçu de l'état actuel de la question en ce qui concerne les quatre domaines susmentionnés ainsi que des principaux points juridiques et réglementaires s'y rattachant. À l'issue d'un débat, la Commission est convenue que seraient organisés, à titre prioritaire, un ou plusieurs colloques sur la microfinance et des questions connexes, portant plus particulièrement sur la mise en place de procédures simplifiées de constitution et d'enregistrement des entreprises, l'accès au crédit des micro-, petites et moyennes entreprises, le règlement des litiges naissant d'opérations de microfinance, et d'autres thèmes liés à la création d'un cadre juridique propice aux micro-, petites et moyennes entreprises⁷.

9. Le deuxième colloque sur la microfinance s'est tenu à Vienne en janvier 2013, avec la participation d'experts du monde entier, dont des spécialistes représentant des gouvernements, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et les milieux universitaires. Les sujets suivants ont été examinés: environnement propice aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) et état de droit; constitution et enregistrement des

² Ibid., *soixante-cinquième session, Supplément n° 17 (A/65/17)*, par. 274 à 280.

³ Voir A/CN.9/727.

⁴ Ibid., voir par. 56.

⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 17 (A/66/17)*, par. 241 à 246.

⁶ Voir A/CN.9/756.

⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 17 (A/67/17)*, par. 124 à 126.

microemprunteurs; mécanismes alternatifs de règlement des litiges qui seraient efficaces pour les MPME; environnement juridique propice aux paiements par téléphone mobile; questions juridiques liées à l'accès au crédit des MPME; et insolvabilité et liquidation des MPME⁸.

10. À sa quarante-sixième session, en 2013, la Commission a noté que les participants au colloque s'étaient largement entendus pour recommander la création d'un groupe de travail qui serait chargé de traiter les volets juridiques de la mise en place d'un environnement propice aux MPME. Ces participants avaient recensé cinq grands domaines dans lesquels la Commission pourrait fournir des orientations adaptées au cycle d'activité des MPME⁹. Les premières orientations pourraient viser à simplifier les procédures de création et de fonctionnement des entreprises et les suivantes porter sur les points suivants: i) un système de règlement des litiges entre emprunteurs et prêteurs, prévoyant notamment les possibilités de recours au règlement des litiges en ligne; ii) un accès réel des MPME aux services financiers, et l'étude de la possibilité d'élargir le champ d'application des instruments de la CNUDCI relatifs au commerce électronique et aux virements internationaux en tenant compte des systèmes de paiement par téléphone mobile; iii) la garantie de l'accès au crédit, avec l'examen de questions telles que la transparence du prêt et de l'exécution dans toute une série d'opérations de prêt; et iv) l'insolvabilité des MPME, notamment des procédures accélérées et des options de sauvetage des entreprises pour mettre au point des solutions viables pouvant se substituer aux procédures formelles d'insolvabilité en respectant à la fois les principales caractéristiques d'un système d'insolvabilité efficace et les besoins des MPME. Il a été dit que les instruments existants de la CNUDCI et les orientations déjà élaborées par des organisations internationales pourraient servir de point de départ aux travaux qui seraient menés dans ces domaines. Pour ce qui était de la forme que pourraient prendre les orientations données par la Commission, on a estimé qu'un outil souple tel qu'un guide législatif ou une loi type, selon le sujet, contribuerait aux efforts d'harmonisation entrepris dans le secteur et faciliterait des réformes qui encourageraient à leur tour la participation des microentreprises à l'économie.

11. À sa quarante-sixième session, en 2013, la Commission a également été saisie d'une proposition du Gouvernement colombien¹⁰ tendant à ce qu'elle confie à un nouveau groupe de travail le soin d'examiner la question du cycle de vie des entreprises, en particulier des micro- et petites entreprises. Il a été proposé que le Groupe de travail s'intéresse d'abord à la mise en place de procédures simplifiées de constitution et d'enregistrement des entreprises, puis qu'il passe à d'autres questions, telles que celles examinées lors du colloque de 2013, l'objectif étant de créer un cadre juridique propice à ce type d'activité commerciale.

12. Toujours à sa quarante-sixième session, en 2013, la Commission est convenue d'ajouter à son programme de travail la question de la réduction des obstacles juridiques que rencontraient les micro-, petites et moyennes entreprises tout au long de leur cycle de vie, en particulier dans les économies en développement, et que ces

⁸ Voir A/CN.9/780; les communications présentées lors du colloque sont disponibles (en anglais) à l'adresse www.uncitral.org/uncitral/en/commission/colloquia/microfinance-2013-papers.html.

⁹ Voir A/CN.9/780, par. 49 à 55.

¹⁰ Voir A/CN.9/790.

travaux devraient porter en premier lieu sur les questions juridiques relatives à la simplification des procédures de constitution¹¹.

13. À sa vingt-deuxième session (New York, 10-14 février 2014), le Groupe de travail I (MPME) a commencé ses travaux conformément au mandat que lui avait confié la Commission, tel que mentionné au paragraphe 12 du présent document. Se fondant sur les questions soulevées dans le document de travail A/CN.9/WG.I/WP.82, il a tenu des débats préliminaires sur plusieurs grandes questions relatives à l'élaboration d'un texte juridique régissant les procédures simplifiées de constitution¹². La question de l'enregistrement des entreprises a également été jugée particulièrement pertinente pour les futures délibérations du Groupe de travail¹³. Pour poursuivre ses avancées, ce dernier a prié le Secrétariat d'élaborer un document présentant les pratiques optimales en matière d'enregistrement des entreprises et de créer un modèle de procédure simplifiée de constitution et d'enregistrement qui servirait de base à l'élaboration d'une éventuelle loi type, sans que cela l'empêche de rédiger différents instruments juridiques applicables en particulier, mais pas exclusivement, aux MPME dans les pays en développement¹⁴. En outre, les États ont été invités à élaborer un document exposant leur expérience d'autres solutions permettant de régler les problèmes que posaient les procédures simplifiées de constitution et d'appuyer les MPME¹⁵.

14. À sa quarante-septième session, en 2014, la Commission a réaffirmé le mandat du Groupe de travail, consistant à réduire les obstacles juridiques que rencontraient les MPME pendant leur cycle de vie, en particulier dans les économies en développement, en s'intéressant en premier lieu aux questions juridiques relatives à la simplification de la constitution des entreprises¹⁶, comme convenu à sa quarante-sixième session, en 2013¹⁷.

15. À sa vingt-troisième session (Vienne, 17-21 novembre 2014), le Groupe de travail I a poursuivi ses travaux conformément au mandat que lui avait confié la Commission. À la suite d'un débat sur les questions soulevées dans le document de travail A/CN.9/WG.I/WP.85, concernant les meilleures pratiques en matière d'enregistrement des entreprises, et à des exposés présentés par le Corporate Registers Forum, le Registre européen du commerce et le Forum des registres du commerce européens¹⁸, il est convenu de poursuivre ses travaux relatifs à l'enregistrement des entreprises en étudiant plus avant les principes fondamentaux pertinents¹⁹. À cette fin, il a prié le Secrétariat d'élaborer de nouveaux documents fondés sur les parties IV et V du document de travail A/CN.9/WG.I/WP.85, qui seraient examinés à une session ultérieure. Dans le cadre des débats qu'il a menés

¹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 321.

¹² Voir A/CN.9/800, par. 34 à 38 et 42 à 46.

¹³ *Ibid.*, par. 47 à 50.

¹⁴ *Ibid.*, par. 65.

¹⁵ *Ibid.*, par. 65 et A/CN.9/825, par. 56 à 61.

¹⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-neuvième session, Supplément n° 17* (A/69/17), par. 134.

¹⁷ *Ibid.*, *soixante-huitième session, Supplément n° 17* (A/68/17), par. 321.

¹⁸ Voir Rapport du Groupe de travail I (MPME) sur les travaux de sa vingt-troisième session (A/CN.9/825), par. 12 à 38.

¹⁹ *Ibid.*, par. 39 à 46.

sur les questions juridiques concernant la simplification des procédures de constitution en entreprise, il a entendu un exposé du secrétariat du Groupe d'action financière (GAFI) sur les activités normatives qu'il menait pour combattre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres activités illicites²⁰, ainsi que des exposés présentés par des États au sujet des informations figurant dans le document de travail A/CN.9/WG.I/WP.87 relatives à d'autres modèles législatifs possibles pour les MPME²¹. Il s'est ensuite penché sur les questions juridiques relatives à la simplification des procédures de constitution, en examinant les questions recensées dans le cadre défini par le document de travail A/CN.9/WG.I/WP.86²², et a décidé qu'il reprendrait ses délibérations à sa vingt-quatrième session, en commençant au paragraphe 34 de ce document.

16. À sa vingt-quatrième session (New York, 13-17 avril 2015), le Groupe de travail a poursuivi ses débats sur les questions juridiques relatives à la simplification des procédures de constitution. Après un examen initial de ces questions, tel que présenté dans le document A/CN.9/WG.I/WP.86, il a décidé qu'il devait poursuivre ses travaux en examinant les six premiers articles du projet de loi type et les observations connexes figurant dans le document A/CN.9/WG.I/WP.89, sans préjudice de la forme finale du texte, qui n'avait pas encore été arrêtée. Comme suite à la proposition formulée par plusieurs délégations, il est convenu d'examiner les questions répertoriées dans le document A/CN.9/WG.I/WP.89, en gardant à l'esprit les principes généraux énoncés dans la proposition, notamment la stratégie intitulée "Accorder la priorité aux petites entreprises", et d'accorder la priorité aux volets du projet de texte énoncé dans le document A/CN.9/WG.I/WP.89 qui étaient les plus pertinents pour les entités économiques simplifiées. Il a également décidé d'examiner ultérieurement les autres modèles présentés dans le document A/CN.9/WG.I/WP.87.

17. À sa quarante-huitième session, en 2015, la Commission a pris note des progrès réalisés par le Groupe de travail dans l'élaboration de normes juridiques concernant la simplification des procédures de constitution et les bonnes pratiques en matière d'enregistrement des entreprises, deux volets visant à réduire les obstacles juridiques rencontrés par les MPME tout au long de leur cycle de vie. À l'issue des débats, elle a à nouveau confirmé le mandat du Groupe de travail, tel qu'elle l'avait établi à sa quarante-sixième session, en 2013, et confirmé à sa quarante-septième session, en 2014²³.

18. À sa vingt-cinquième session (Vienne, 19-23 octobre 2015), le Groupe de travail a poursuivi l'examen des questions juridiques relatives à la simplification des procédures de constitution et des bonnes pratiques en matière d'enregistrement des entreprises. En ce qui concerne ces pratiques, il a décidé, après avoir examiné les questions répertoriées dans le document de travail A/CN.9/WG.I/WP.93 et en tenant compte de l'exposé présenté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement concernant les travaux qu'elle avait menés au sujet de l'enregistrement des entreprises et les mesures de facilitation, de poursuivre ses travaux relatifs à un guide législatif concis sur les grands principes de

²⁰ Ibid., par. 47 à 55.

²¹ Ibid., par. 56 à 61.

²² Ibid., par. 62 à 79.

²³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17 (A/68/17)*, par. 321, et *soixante-dixième session, Supplément n° 17 (A/70/17)*, par. 225 et 340.

l'enregistrement des entreprises, sans préjudice de l'examen ultérieur d'autres textes législatifs éventuels. À cette fin, le Secrétariat a été prié d'élaborer un ensemble de projets de recommandations que le Groupe de travail étudierait lorsqu'il reprendrait l'examen des documents de travail A/CN.9/WG.I/WP.93, Add.1 et Add.2, à sa session suivante²⁴. Pour ce qui est des questions juridiques concernant la simplification des procédures de constitution, le Groupe de travail a repris l'examen du projet de loi type sur une entité économique simplifiée, tel qu'il figurait dans le document de travail A/CN.9/WG.I/WP.89. Il a examiné les chapitres VI (Organisation de l'entité commerciale simplifiée), VIII (Dissolution et liquidation) et VII (Restructuration) et le projet d'article 35 sur les états financiers [se trouvant au chapitre IX (Divers)]²⁵. Il est convenu de continuer l'examen du projet de texte consigné dans le document A/CN.9/WG.I/WP.89 à sa session suivante, en commençant par le chapitre III (Actions et capital) et en poursuivant par le chapitre V (Assemblées des actionnaires).

2. Documentation de la vingt-sixième session

19. Le Groupe de travail pourra vouloir fonder ses débats sur les documents ci-après, dont il sera saisi: a) notes établies par le Secrétariat pour sa session courante, comprenant des projets de recommandations sur les grands principes de l'enregistrement des entreprises (A/CN.9/WG.I/WP.96 et Add.1); b) notes établies par le Secrétariat pour les vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Groupe de travail intitulées: i) "Réduire les obstacles juridiques que rencontrent les micro-, petites et moyennes entreprises" (A/CN.9/WG.I/WP.92); ii) "Grands principes de l'enregistrement des entreprises" (A/CN.9/WG.I/WP.93, Add.1 et Add.2); iii) "Questions juridiques touchant la simplification de la constitution en société" (A/CN.9/WG.I/WP.86); iv) "Projet de loi type relative à une entité commerciale simplifiée" (A/CN.9/WG.I/WP.89); et v) "Meilleures pratiques en matière d'enregistrement des entreprises" (A/CN.9/WG.I/WP.85); et c) tout autre document qui pourrait lui être officiellement présenté par des États après la date de l'établissement du présent ordre du jour provisoire.

20. S'agissant de la programmation de la participation de leurs représentants, les États et les organisations intéressées voudront peut-être également prendre note des documents de travail ci-après:

a) Rapports du Groupe de travail I (MPME) sur les travaux de ses vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions (A/CN.9/800; A/CN.9/825; A/CN.9/831 et A/CN.9/860, respectivement);

b) Notes du Secrétariat intitulées "Aperçu des activités d'organisations internationales et intergouvernementales en faveur des micro-, petites et moyennes entreprises" (A/CN.9/WG.I/WP.81) et "Caractéristiques des régimes simplifiés de constitution de sociétés" (A/CN.9/WG.I/WP.82);

c) Observations du Gouvernement colombien sur la procédure colombienne de constitution simplifiée (A/CN.9/WG.I/WP.83); documents soumis par l'Italie et la France sur d'autres modèles législatifs possibles pour les micro- et les petites

²⁴ Voir Rapport du Groupe de travail I (MPME) sur les travaux de sa vingt-cinquième session (A/CN.9/860), par. 73.

²⁵ Ibid., par. 76 à 96.

entreprises (A/CN.9/WG.I/WP.87); et observations du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (A/CN.9/WG.I/WP.90) et de la France (A/CN.9/WG.I/WP.94) comprenant des informations supplémentaires pour les délibérations du Groupe de travail; et

d) *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17 (A/68/17), par. 316 à 322; soixante-neuvième session (A/69/17), par. 131 à 134; et soixante-dixième session (A/70/17), par. 220 à 225 et 339 et 340, concernant les travaux du Groupe de travail I.*

21. Les documents de la CNUDCI sont affichés sur le site Web de cette dernière (www.uncitral.org) dès leur parution dans toutes les langues officielles de l'ONU. Les représentants peuvent vérifier si les documents sont disponibles en consultant la page du Groupe de travail à la rubrique "Groupes de travail" du site Web de la CNUDCI.

Point 6. Adoption du rapport

22. Le Groupe de travail voudra peut-être adopter, à la fin de sa session, un rapport destiné à être présenté à la quarante-neuvième session de la Commission, qui devrait se tenir à New York, du 27 juin au 15 juillet 2016. À la 10^e séance, il sera brièvement donné lecture des principales conclusions auxquelles le Groupe de travail sera parvenu à sa 9^e séance (le vendredi matin) pour qu'il en soit pris note. Ces conclusions seront ensuite incorporées dans le rapport.

IV. Déroulement de la session

23. La vingt-sixième session du Groupe de travail durera cinq jours ouvrables. Ce dernier disposera de 10 séances d'une demi-journée chacune pour examiner les points de l'ordre du jour. Il souhaitera peut-être noter que, conformément aux décisions prises par la Commission à sa trente-quatrième session²⁶, il devrait tenir des débats sur le fond pendant les neuf premières séances (à savoir, du lundi au vendredi matin), le Secrétariat établissant un projet de rapport sur toute la période pour adoption à la 10^e et dernière séance (le vendredi après-midi).

24. En vue de faciliter la programmation de la participation des représentants des États et des organisations intéressées, le Groupe de travail a décidé à sa vingt-cinquième session²⁷ qu'il consacrerait ses délibérations des 4 et 5 avril 2016 à la poursuite des débats tenus à sa vingt-cinquième session relatifs aux entités économiques simplifiées, et ses délibérations des 6 et 7 avril 2016 à l'examen des projets de recommandations et aux observations concernant les grands principes et les bonnes pratiques en matière d'enregistrement des entreprises, comme il a été demandé à sa vingt-troisième session²⁸ et confirmé à sa vingt-cinquième session²⁹.

²⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 17 et rectificatif (A/56/17 et Corr.3), par. 381.*

²⁷ Voir Rapport du Groupe de travail I (MPME) sur les travaux de sa vingt-cinquième session (A/CN.9/860), par. 96.

²⁸ Voir Rapport du Groupe de travail I (MPME) sur les travaux de sa vingt-troisième session (A/CN.9/825), par. 43 à 46.

²⁹ Voir Rapport du Groupe de travail I (MPME) sur les travaux de sa vingt-cinquième session (A/CN.9/860), par. 73.

25. Le Groupe de travail voudra peut-être noter que sa vingt-septième session devrait se tenir à Vienne, en principe du 3 au 7 octobre 2016.
